



Strasbourg, 15 novembre 2018

CDCT (2018) 9

COMITE DU CONSEIL DE L'EUROPE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME (CDCT)

2^e Réunion plénière

Strasbourg (France), 13-15 novembre 2018

Rapport abrégé et Liste des points examinés et des décisions prises

Secrétariat de la Division Anti-Terrorisme
Direction de la société d'information - Lutte contre la criminalité, DG I

DGI.CDCT@coe.int – www.coe.int/terrorism

Le Comité de lutte contre le terrorisme (CDCT) du Conseil de l'Europe, réuni à Strasbourg du 13 au 15 novembre 2018 sous la présidence de M. Mario JANEČEK (Bosnie-Herzégovine), a décidé :

1. Ouverture de la réunion

- de prendre note des observations liminaires de M. Jan KLEIJSSSEN, Directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, qui explique notamment que la session thématique « Terrorisme et internet » marque une étape importante dans la coopération entre les États membres et les entreprises de l'internet, entamée en novembre 2017. M. KLEIJSSSEN signale aussi que la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme est en bonne voie ;
- de réserver un accueil chaleureux à Mme Michèle CONINSX, Directrice exécutive du Comité des Nations Unies contre le terrorisme (CTED) et Sous-Secrétaire générale de l'ONU, à la 2^e réunion plénière du CDCT ;
- de prendre note de l'intervention de Mme CONINSX, qui expose les menaces posées par des organisations terroristes et la façon dont le CTED y répond, notamment en réalisant de nombreuses évaluations pratiques des stratégies antiterroristes nationales de pays de toutes les parties du monde et en donnant des orientations aux États sur des sujets allant des moyens d'endiguer les flux de combattants terroristes étrangers à des questions relatives aux droits de l'homme, à la problématique de genre, à la réhabilitation et à la réinsertion sociale des anciens terroristes et aux partenariats public-privé, en passant par l'application des systèmes PNR et l'utilisation des données biométriques dans la lutte contre le terrorisme ;
- de tenir un échange de vues avec Mme CONINSX sur les questions d'intérêt commun dans le domaine de la prévention et de la répression du terrorisme, à l'échelle mondiale et en Europe ;
- de rappeler les travaux déjà réalisés par le Conseil de l'Europe pour contribuer à la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'exprimer sa volonté de continuer à coopérer étroitement avec les Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme ;
- de prendre note que le Secrétariat, pour donner des suites concrètes à la visite de Mme CONINSX, travaillera avec le CTED à l'établissement d'une liste de priorités communes pour guider la coopération future.

2. Adoption de l'ordre du jour

- d'adopter l'ordre du jour.

3. Communication du Président et du Secrétariat

- de prendre note des informations communiquées par le Président, M. JANEČEK, au sujet de sa participation à la 1^{re} Réunion des présidents des comités intergouvernementaux, à Strasbourg, le 20 septembre 2018 ; cette réunion offre aux présidents des comités la possibilité de partager leurs expériences et d'examiner les moyens d'améliorer les méthodes de travail pour les activités normatives intergouvernementales et de mieux faire comprendre (à Strasbourg comme dans les capitales) l'importance déterminante des activités normatives

dans tous les secteurs du Conseil de l'Europe ; les présidents ont également eu un échange de vues avec le Secrétaire Général ; M. JANEČEK a aussi représenté le comité à une conférence parlementaire organisée par l'APCE et intitulée « Renforcement de la sécurité démocratique en Méditerranée : défis communs, responsabilité partagée », qui a eu lieu à Dubrovnik, Croatie, le 6 novembre 2018 ; l'intervention du Président a porté sur les outils du Conseil de l'Europe pour répondre aux menaces contre l'État de droit ;

- de prendre note des informations communiquées par le Secrétaire, M. Carlo CHIAROMONTE, concernant la participation du Secrétariat à plusieurs conférences relatives à la lutte contre le terrorisme, organisées respectivement par l'OSCE et le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF).

4. La Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme – Travaux et activités futurs du CDCT

- de reporter à 2020, sur proposition du Bureau, la conférence internationale sur les questions et les problèmes soulevés par le retour en Europe de femmes et d'enfants qui ont été impliqués dans des organisations terroristes à l'étranger (Activité 3.5 de la Stratégie du CdE contre le terrorisme) ;
- de charger le Secrétariat, sur proposition du Bureau, de préparer un atelier pour les juges et procureurs sur la conduite de poursuites pénales et de procès contre les combattants terroristes étrangers, y compris ceux qui rentrent dans leur pays et ceux qui se relocalisent (Activité 2.3 de la Stratégie du CdE contre le terrorisme) pour mai/juin 2019, étant entendu que cet atelier devrait comporter un volet spécial sur les poursuites pénales contre les combattantes terroristes étrangères, y compris celles qui rentrent dans leur pays et celles qui se relocalisent ; et devrait aussi porter sur les problèmes de lien à l'entraide judiciaire en matière pénale.
- d'exprimer sa gratitude à l'Espagne, qui s'est proposée d'accueillir cet atelier ;
- d'établir un groupe de travail sur le thème « Prévenir et combattre l'incitation publique, la propagande, la radicalisation, le recrutement et la formation en lien avec le terrorisme sur internet » (Activité 1.2 de la Stratégie du CdE contre le terrorisme) et d'organiser une conférence sur « entraide judiciaire en matière pénale ; extradition et l'usage d'équipe commune d'extradition en matière de terrorisme » à l'occasion de la 4ème Réunion Plénière du Comité.
- de renvoyer à la décision qu'il a prise lors de sa réunion du 16 au 18 mai concernant la création d'un groupe de travail sur « la collecte de preuves dans les zones de conflit aux fins de poursuites pénales » (Activité 2.1 de la Stratégie du CdE contre le terrorisme, qui doit débiter en 2019.

5. Sous-groupe chargé d'examiner la faisabilité de convenir d'une définition du terrorisme (CDCT-DEF)

- de prendre note des informations communiquées par le Président du CDCT-DEF, M. PIACENTE, sur l'état des réflexions concernant la faisabilité d'une définition du terrorisme pour remplacer ou étoffer la formulation actuelle de l'article 1^{er} de la Convention, à savoir que le CDCT-DEF a tenu la première de ses (trois) réunions les 16 et 17 octobre à Strasbourg, réunion au cours de laquelle il a examiné les différentes options juridiques possibles pour mettre à jour ou remplacer l'article 1^{er} ; le CDCT-DEF a aussi commencé à tenter, dans un premier temps, de cerner les parties constitutives d'une éventuelle définition ; il tiendra sa prochaine réunion les 26 et 27 février 2019.

6. Groupe de travail sur la création d'indicateurs pour l'évaluation du risque de passage à l'acte d'individus radicalisés (CDCT-RI)

- de prendre note des informations communiquées par le Président du CDCT-RI, M. Gábor HORVÁTH (Hongrie), sur l'état des travaux concernant la création d'une série d'indicateurs de risque applicables aux « terroristes agissant seuls » (Activité 1.3 de la Stratégie du CdE de lutte contre le terrorisme) ; le CDCT-RI s'est réuni pour la première fois à Zagreb, Croatie, au Ministère des Affaires étrangères et européennes, les 29 et 30 octobre 2018 ; des experts de 11 États membres ont participé à une première session destinée à faire le point de la situation et à arrêter, sur la base des outils nationaux d'évaluation des risques, une liste provisoire de paramètres qui devraient être applicables à la série d'indicateurs de risque ; sur la base de ces délibérations, le Secrétariat a été chargé d'élaborer un projet de manuel contenant les indicateurs de risque à proprement parler ainsi que des conseils et des mises en garde relatifs à leur application. Pour des raisons de sécurité, les experts recommandent d'appliquer le plus haut-niveau de classification du Conseil de l'Europe à ce manuel. La prochaine réunion du CDCT-RI aura lieu à la mi-mars (date et lieu à confirmer) ; selon les estimations actuelles, il devrait falloir au moins trois réunions pour que le Groupe de travail puisse mener sa tâche à bien.

7. Les liens entre le terrorisme et le crime organisé transnational (CDCT-TTOC)

- de prendre note des informations communiquées par son Secrétaire, M. CHIAROMONTE, sur l'état des travaux menés par le Groupe de travail mixte CDCT-CDPC sur le terrorisme et le crime organisé transnational (CDCT-TTOC) (Activité 2.5 de la Stratégie du CdE contre le terrorisme) ; le CDCT-TTOC a tenu sa première réunion à Paris le 10 octobre 2018 ; il est composé d'experts d'États membres et assisté par le professeur Ana SALINAS DE FRÍAS (Université de Málaga) ; il concentrera ses travaux sur les aspects opérationnels, le partage de bonnes pratiques, l'intensification de la recherche, l'utilisation d'instruments pertinents déjà existants du CdE et d'autres instruments internationaux, ainsi que sur des stratégies collaboratives ; le produit final devrait être un document juridique, de type lignes directrices ; le CDCT-TTOC tiendra sa prochaine réunion le 30 janvier 2019 à Paris.
- d'approuver les instructions données par le Bureau du CDCT-TTOC concernant l'adoption d'une approche holistique des liens entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, en axant ses travaux sur des domaines thématiques, tels que, mais de façon non exhaustive, l'implication de groupes terroristes dans la criminalité organisée par le trafic d'armes légères, le trafic d'êtres humains et de migrants ; ainsi que le trafic de drogue.

8. Conférence sur le rôle des femmes et des enfants dans le terrorisme

- de renvoyer à sa décision de repousser de 2019 à 2020 la conférence internationale sur les questions et les problèmes soulevés par le retour en Europe de femmes et d'enfants qui ont été impliqués dans des organisations terroristes à l'étranger (voir ci-dessus le point 4 de l'ordre du jour) ;
- de prendre note du document de réflexion relatif à la conférence internationale sur les questions et les problèmes soulevés par le retour en Europe de femmes et

d'enfants qui ont été impliqués dans des organisations terroristes à l'étranger établi par la rapporteure sur l'égalité entre les femmes et les hommes, Mme Tanja KIKEREKOVA (« l'ex-République yougoslave de Macédoine ») et le Secrétariat ;

- de souligner que ce sujet restera une priorité du CDCT nonobstant le report de la conférence ;
- de charger le Secrétariat de poursuivre les travaux préparatoires à la conférence et d'en rendre compte régulièrement au CDCT, en tenant en compte du fait que d'autres groupes terroristes impliquent des femmes et des enfants dans leurs activités criminelles.

9. Session thématique – Terrorisme et internet

- de prendre note des résultats de la session thématique qui s'est tenue le 14 novembre ;
- de remercier les participants et les intervenants pour l'excellente qualité de leurs contributions ;
- de tenir régulièrement des réunions avec des représentants des entreprises de l'internet pour examiner les questions relatives au détournement de l'internet à des fins terroristes, et le cas échéant inviter également des représentants de la société civile ;
- de tenir un échange de vues sur d'autres suites à donner à la session thématique ;

10. La Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (STCE n° 196) et le Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (STCE n° 217)

- de prendre note des informations communiquées par le Président de la Consultation des Parties relatives à la 3^e Consultation des Parties, qui s'est tenue à Strasbourg le 13 novembre 2018, et en particulier du fait que la Consultation des Parties a décidé de lancer en 2019 un deuxième cycle d'évaluation portant sur le Protocole additionnel, en commençant par les articles 4, 5 et 6 ; la 4^e Consultation des Parties aura lieu immédiatement après la 4^e réunion plénière du CDCT ;
- de prendre note du fait que le nombre total de ratifications est maintenant de 40 pour la Convention et de 16 pour le Protocole additionnel ;
- d'appeler les États membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier la Convention et son Protocole additionnel.

11. Profils nationaux relatifs à la capacité de lutte contre le terrorisme et informations sur les mesures prises au niveau national contre le terrorisme

- de prendre note que le profil national présenté par le Portugal sera examiné et approuvé pour sa publication sur le site web du CDCT à sa prochaine réunion ;
- d'appeler les États membres qui ne l'ont pas encore fait à communiquer leur profil national ou à le mettre à jour étant donné l'importance de cette forme d'échanges d'informations ;

12. Points pour information

- de prendre note des informations communiquées par le Secrétariat au sujet du Réseau 24/7 de points de contact sur les combattants terroristes étrangers et de la 74^e réunion plénière du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC).

- de prendre note des informations partagées par la Délégation Suisse concernant les activités en cours du T-CY.

13. Questions diverses

- de prendre note qu'aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

14. Date et lieu de la 3^e réunion plénière du CDCT

- de tenir la 3^e réunion plénière du CDCT à Strasbourg le 14-15 mai 2019 et la 4^{ème} réunion plénière à Strasbourg le 19-21 novembre 2019.

15. Adoption du Rapport abrégé et de la Liste des points discutés et des décisions prises

- d'adopter le présent Rapport abrégé et la Liste des points examinés et des décisions prises.

ANNEXE
Anglais seulement

Strasbourg, Tuesday, 13 November 2018

Statement of

Ms. Michèle Coninx
Assistant Secretary-General
Executive Director,
Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED)

“Latest Developments in the work of the United Nations Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED)”

Excellencies, ladies and gentlemen,

Allow me to begin by thanking the Council of Europe and its Counter-Terrorism Committee for inviting me to address you all here, today, on the latest developments in the work of the United Nations Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (or “CTED”).

As you are all aware: terrorist groups, including ISIL, Al-Qaida, and their affiliates, continue to pose grave threats to peace and security around the world.

ISIL has suffered significant losses, but it has transformed itself into a global network, which continues to motivate its supporters and followers around the globe to commit attacks.

The growing sophistication of the methods used by terrorists requires that we be innovative in our responses, while also ensuring that those responses that are already in place remain effective and sustainable.

With respect to foreign terrorist fighters, we are now concerned, not just about those who remain in the conflict zones, but also about those who return or relocate, and their family members, and about the potential risks posed by the forthcoming release of imprisoned FTFs and of others convicted on terrorism-related charges.

I cannot overstate the importance of continuing to develop and implement new and innovative approaches and tools to ensure an effective response to these evolving threats.

To support Member States’ efforts in this regard, the assessment visits conducted on behalf of the Counter-Terrorism Committee enable CTED to identify the challenges faced by Member States in addressing the terrorist threat and to recommend legislative, institutional and practical measures to be taken in order to overcome those challenges and to address the threat effectively.

We may also recommend the facilitation of technical assistance delivery, in combination with our many UN and external partners.

Thus far, we have conducted 150 assessment visits to Member States of all regions of the world, including developed and developing States.

Our assessment dialogue provides a bird's-eye view of the national counter-terrorism responses, measured against a broad range of international standards and Security Council resolutions.

That dialogue also aims to ensure that Member States of different regions cooperate faster and more effectively than their adversaries, the terrorists.

In addition to country assessments, CTED also engages in a number of other activities on behalf of the Counter-Terrorism Committee.

Allow me to note just a few.

First, as I'm sure you're also all aware, in 2015, the Committee held a special meeting, in Madrid, Spain, which resulted in the adoption of the "Madrid Guiding Principles" on stemming the flow of foreign terrorist fighters.

Those principles were formulated on the basis of the relevant international, regional and national good practices.

On 13 December, in New York, the Committee will hold a further special meeting to update those principles in light of Security Council resolution 2396, adopted in 2017, which addresses FTFs, FTF returnees and relocators and their family members, and other related and emerging threats.

I look forward to the active participation of all Member States. And I am also delighted to learn that the Council of Europe will be among the participants.

Second, pursuant to Council resolution 2396 (2017), CTED is closely engaged with Member States and with the relevant international and regional organizations, including ICAO, to support Member States' implementation of advance passenger information (API) and Passenger Name Records (PNR) systems.

And we do so because the evolving threat posed by terrorists and FTFs requires that law enforcement and border-control authorities at international airports and other entry points take steps to strengthen their security measures.

The introduction of API, supplemented by PNR, is essential to the identification, detection, and interception of suspected FTFs and other high-risk passengers.

Third, CTED has been working actively with many of its partners to enhance the use of biometric data to identify terrorists.

Our efforts in this area, and those of our partners, led to the recent issuance of the *United Nations Compendium of Recommended Practices for the Responsible Use and Sharing of Biometrics in Counter-Terrorism*, which was developed within the framework of the Counter-Terrorism Implementation Task Force.

As in the case of all our recommendations, we consistently remind Member States that the use of biometric data should be in accordance with international human rights law.

Fourth, we continue to support the development of comprehensive and tailored prosecution, rehabilitation and reintegration strategies for former members of terrorist groups.

Here, we also focus on the many evidentiary and jurisdictional challenges that may pose challenges to attempts to prosecute returning FTFs.

A few weeks ago, CTED, UNODC and the International Association of Prosecutors jointly launched the *Practical Guide for requesting Electronic Evidence Across Borders for investigators, prosecutors and central authorities*.

Fifth, human rights and gender issues are streamlined throughout all activities of the Committee and CTED, including within the framework of our assessment visits and the thematic briefings delivered to the Committee by our partners.

In June, for example, the Committee held a briefing on children and terrorism, with the participation of the Special Representative of the Secretary-General on children and armed conflict and of UN University.

In September, the Office of the High Commissioner for Human Rights and the United Nations Office of Counter-Terrorism joined the Committee for a briefing on the human rights aspects of counter-terrorism, including the rights of victims and survivors.

Sixth, in advancing the Committee's policy of transparency and sharing its findings, in accordance with Security Council resolution 2395 (2017), the Committee held an open briefing on Central Asia, focusing on the current counter-terrorism situation in the region, the progress achieved by the five States of the region, and the remaining challenges.

During the briefing, CTED and Member States briefed the international community on the region's priority technical assistance needs.

Under-Secretary-General Vladimir Voronkov who heads the UN Office for Counter-Terrorism, also joined the briefing.

The Under-Secretary-General and I continue to engage jointly with those Member States, and others that have been mostly affected by terrorists and foreign terrorist fighters, including through high-level consultation visits to Iraq, Kenya, Nigeria, Tajikistan and Turkmenistan.

We are currently placing a joint representative in Baghdad to help ensure that our joint efforts and those of our partners make an impact in the field, and we plan to share lessons learned in this regard with other Member States so as to establish further good practices in other parts of the world.

Seventh, together with our partners, we continue to assist Member States in a number of thematic areas, including preventing terrorists from misusing information and communications technologies.

CTED, for example, supports *Tech Against Terrorism* project, which aims to support the global technology industry, including small start-up companies, to tackle terrorist exploitation of their technologies.

We are also addressing countering incitement and violent extremism leading to terrorism, including by working with Governments to develop counter-narratives, enhancing the practices of private online communications service providers, and empowering online communities.

And we continue to address Member States' measures to investigate the possible links between transnational organized crime and terrorism (and especially human trafficking and terrorism) pursuant to Council resolutions 2331 (2016) and 2388 (2017).

Together with UNICRI, we recently organized an open briefing for the Committee on the nexus between international terrorism and transnational organized crime.

Eighth, in response to the evolving threats against critical infrastructure and soft targets, the Security Council adopted resolution 2341 (2017) and encouraged Member States to consider possible preventive measures in developing national strategies and policies to address those threats.

In turn, CTED, acting within the framework of the CTITF Working Group on the Protection of Critical Infrastructure, including Vulnerable targets, Internet and Tourism Security, helped in developing an initiative leading to the issuance of the *Compendium of good practices on the protection of critical infrastructure against terrorist attacks*, in June 2018. The Compendium provides Member States with guidance and reference material for the development of strategies for reducing risks to critical infrastructure.

Ninth, we continue to promote and facilitate cooperation with other major actors and partners in the private sector, in civil society, and in the research community, including through our Global Research Network.

We publish terrorism trends reports on line and also send them to our partners in an effort to keep them apprised of the latest developments in terrorism and counter-terrorism.

Excellencies, ladies and gentlemen,

The global terrorist threat continues to evolve. Our responses must therefore also evolve, not only to keep pace with emerging threats, but to also be "ahead of the game" and prevent terrorists and their supporters from committing further atrocities.

We shall continue to maintain a direct and robust dialogue with all Member States and to work with our many partners, including the Council of Europe and its Counter-Terrorism Committee.

I look forward to working with you all and to fully utilizing all available tools and instruments to fight existing, new, and emerging threats.

And I wish to reiterate the need for us all to do so in accordance with the relevant Council resolutions, international counter-terrorism instruments, norms and standards, and in compliance with international law, including human rights law, refugee law and humanitarian law.

Thank you.